

NOUS VOULONS UN RÉEL BILAN CONTRADICTOIRE DE LA FUSION !

Lors du CTR du lundi 26 mars, les organisations syndicales représentatives sont intervenues pour exiger l'élaboration d'un véritable bilan contradictoire de la fusion.

D'ici la fin du mois, la DGFIP soufflera la quatrième bougie de son existence. Le moins que l'on puisse dire est qu'à la veille de cet anniversaire, la situation est loin d'être fameuse.

Emploi, missions, conditions de vie au travail, ... tous les voyants sont au rouge.

Les arguments budgétaires, jusque là utilisés pour motiver les réductions de moyens et les plans d'austérité, sont injustifiables. D'autant plus lorsque les Etats européens sont capables de mobiliser, en faveur des responsables de la crise, mille milliards d'euros, via la Banque Centrale Européenne.

Ainsi, s'agissant aussi bien du gouvernement que de notre Direction Générale, il ne leur appartient pas le droit de faire les questions et les réponses en imposant les thématiques à aborder en fonction de leurs propres calendriers cadencés au rythme des plans de liquidation des services publics.

D'autres attitudes et comportements sont à nourrir en matière de dialogue social !

Pour la CGT Finances Publiques, il est grand temps que l'Administration assume ses responsabilités en tirant les leçons des échecs de la fusion. Au delà des simples constats, ce bilan doit servir de point d'appui pour changer en profondeur la vie des services et des agents.

Les initiatives revendicatives successives et actions de grève conduites depuis la création de la DGFIP témoignent de la volonté forte des personnels d'en finir avec les cycles régressifs engagés.

Bien que n'ayant pas totalement fermé la porte à l'éventuelle réalisation de ce bilan contradictoire, la DG ne semble pas pour l'instant disposée à prendre les revendications comme point de départ des réflexions à entamer.

Pour la CGT Finances Publiques, il faut donc poursuivre et amplifier les processus unitaires enclenchés pour gagner l'ouverture de négociations sur la plate-forme unitaire du 2 février !

Dans cette période préélectorale, continuer à mettre la mobilisation sociale à l'ordre du jour, c'est faire entendre la voix des agents de la DGFIP et peser sur le contenu des politiques publiques à venir.

ENSEMBLE, AGISSONS ET LUTTONS :

- ➔ **Contre les suppressions d'emplois... Pour un plan pluriannuel de recrutement basé sur les besoins réels nécessaires à l'accomplissement des missions !**
- ➔ **Pour une revalorisation de nos traitements et pensions... Contre la rémunération au mérite ;**
- ➔ **Contre la souffrance au travail et pour une autre conception du dialogue professionnel libéré du diktat des indicateurs et de la culture du productivisme ;**
- ➔ **Pour la défense de notre statut et de nos garanties collectives ;**
- ➔ **Contre le démantèlement de notre administration et la défense de nos missions.**

Montreuil, le 28 mars 2012

Syndicat national

CGT Finances Publiques

• Case 450 ou 451

263 rue de Paris 93514 Montreuil Cedex

• dgfip@cgt.fr

• www.financespubliques.cgt.fr

• Tél. : 01.48.18.80.16